Sujet : Saisine du contrôle de légalité pour un recours contre une délibération municipale de la commune de Vendargues

De : Bernard SUZANNE <bernard.suzanne@polytechnique.org>

Date : 17/03/2023, 12:31

Pour : pref-drcl-controle-legalite@herault.gouv.fr

Copie à : Guy LAURET <guylauret@vendargues.fr>, Bruno Giraudo <bruno.giraudo@vendargues.fr>

Copie cachée à : Fred Sarrouy <fsarrouy@orange.fr>

Bernard SUZANNE
9 rue de la fontaine
34740 VENDARGUES

Tél.: 07 86 57 91 24

Mail: bernard.suzanne@polytechnique.org

Madame, Monsieur,

Je souhaite saisir le préfet de l'Hérault sur la légalité d'une délibération du conseil municipal de Vendargues votée lors du conseil municipal du 8 février 2023, délibération n°01/2023, *Motion de soutien à la bouvine et aux traditions locale et versement d'une subvention à l'association « Union des jeunes de Provence et du Languedoc pour la défense de nos traditions taurines » en vue de l'organisation de la manifestation du 11 février 2023* (voir texte de la délibération en pièce jointe 2023-02-08_deliberation_01-2023.pdf).

En effet, cette délibération présente les vices suivants:

- 1) elle amalgame en un seul vote deux affaires qui auraient dû donner lieu à deux délibérations différentes: un vœu du conseil municipal de la commune et le vote d'une subvention à une association;
- 2) elle octroie une subvention à une association qui n'en a même pas fait la demande;
- 3) elle octroie cette subvention pour le financement d'une manifestation *politique* en violation du principe de neutralité des collectivités territoriales.

Ce faisant, elle me lèse en tant que contribuable vendarguais en dilapidant les deniers de la commune pour soutenir une action politique partisane.

Venons-en maintenant aux justifications des trois vices que j'impute à cette délibération:

1) elle amalgame en un seul vote deux affaires qui auraient dû donner lieu à deux délibérations différentes: un vœu de la commune et le vote d'une subvention à une association: en agrégeant en un seul vote deux affaires distinctes, vœu et subvention, le maire interdit aux élus d'avoir des positions différentes sur ces deux affaires. On peut en effet être un fervent supporter de la bouvine et ne pas être d'accord sur le fait d'utiliser les deniers communaux pour financer une manifestation à caractère politique. En regroupant les deux affaires en un seul vote, le maire savait que même les élus minoritaires seraient réticents à voter contre la délibération même s'ils avaient des doutes sur la légalité de la subvention au risque de passer pour des défenseurs des attaquants de la bouvine. Et c'est bien ce qui s'est passé comme j'ai pu le constater lors de la réunion

préparatoire au conseil municipal du groupe "Bien vivre à Vendargues" mené par Frédéric Sarrouy, auquel je participe en tant qu'ancien conseiller municipal minoritaire et soutien actif de leur candidature aux élections municipale de 2020.

2) elle octroie une subvention à une association qui n'en a même pas fait la demande: suite au conseil municipal du 8 février dernier, auquel j'assistais dans le public, j'ai demandé au maire et au DGS de me communiquer le dossier de demande de subvention présenté par l'association bénéficiaire de cette subvention (Union des Jeunes de Provence et du Languedoc pour la défense de nos traditions). En réponse à cette demande formulée le 17 février 2023, Monsieur Giraud, DGS de la commune de Vendargues, m'a adressé le 16 mars 2023 le dossier figurant en pièce jointe (2023-02-08_deliberation_01/2023_dossier_demande_subvention.pdf) composé des documents suivants:

- mail de M. Giraud à moi en date du 16/03/2023 15h39 répondant à ma demande du 17/02, renouvelée le 12/03, me transmettant en pièce jointe à ce mail le dossier demandé, reproduit dans les pages suivantes du fichier pdf;

- mail de Frédéric Roig, président de l'association des maires de l'Hérault, à des destinataires non identifiés en date du 26/01/2023 11h00, avec pour objet "*Motion de soutien aux traditions taurines et aux traditions locales*" et en pièce jointe le fichier PROJETfinai-DELIBERATION-BOUVINE.docx, reproduit à la suite, ayant pour titre "*Motion de soutien à la bouvine, aux traditions locales, à l'association "Union des Jeunes de Provence et du Languedoc pour la défense de nos traditions taurines" en vue de l'organisation de la manifestation du 11 février 2023 à Montpellier*", dont le texte est sensiblement celui de la délibération de Vendargues, à ceci près qu'il n'y est pas question de subvention;

- mail de Laurent Jaoul, maire de Baillargues et initiateur de la manifestation proposée pour le 11 février, à plusieurs maires de communes de Montpellier Méditerranée métropole, dont le maire de Vendargues Guy Lauret, en date du 26/01/2023 12h34, avec pour objet "*TR: Bouvine : manifestation du 11 février à Montpellier*" et en pièce jointe le fichier PROJET -DELIBERATION-BOUVINE.docx, reproduit à la suite, version légèrement modifiée du texte communiqué par M. Roig, avec en particulier l'ajout d'une demande de subvention d'un montant laissé à l'initiative de chaque commune;

- mail de Thomas Pagnon, président de l'Union des Jeunes de Provence et du Languedoc, à Mairie de Vendargues- Guy Lauret en date du 16/03/2023 07h36 ayant pour objet "*SUBVENTION*", remerciant **après la manifestation** la commune de Vendargues "*pour la subvention de 1000 euros pour l'organisation de notre manifestation du 11 février à Montpellier*" promettant "*un récapitulatif total des dépenses/recettes*" de la manifestation, à venir.

Il ressort de ce dossier qu'il n'y figure **aucune demande de subvention émanant de l'association bénéficiaire**, dont le nom apparaît d'ailleurs erroné dans la délibération, puisqu'on y parle de "*l'association « Union des jeunes de Provence et du Languedoc pour la défense de nos traditions »*", alors que son nom officiel, tel qu'il ressort du mail de son président, est "Union des Jeunes de Provence et du Languedoc". La seule "demande de subvention" (implicite) figurant au dossier émane donc de Laurent Jaoul à travers le modèle de délibération qu'il propose aux communes. On ne voit pas comment une commune pourrait légalement voter une subvention à une association dont elle déforme le nom, qui ne lui a rien demandé et n'a rempli aucun dossier formel de demande pour une subvention affectée (organisation d'une manifestation politique), que ce soit à l'aide du dossier CERFA de demande de subvention par une association ou du dossier

de demande de subvention mis à la disposition des associations locales par la commune de Vendargues, ni même formulé cette demande de manière informelle à travers un mail ou un courrier.

3) elle octroie cette subvention pour le financement d'une manifestation *politique* en violation du principe de neutralité des collectivités territoriales: le caractère politique de la manifestation subventionnée ne fait pas de doutes, puisque, dans son mail, seule pièce formulant une demande de subvention, M. Jaoul ne cache pas ce caractère politique de la manifestation dont il est l'initiateur, lorsqu'il y dit:

*"Après leurs attaques contre la chasse et la pêche, des **élus écologistes et du Parti Animaliste** s'attaquent aujourd'hui à la bouvine.*

***Ces élus** et des collectifs issus des mouvements anti spécistes et d'autres groupes minoritaires tendent à remettre en cause de nombreuses activités culturelles constitutives de l'identité de notre territoire."*

faisant explicitement référence à des partis politiques, référence que l'on retrouve dans le premier considérant de la délibération votée à Vendargues: "**CONSIDÉRANT** que **des élus issus des partis « Parti animaliste »**, des collectifs issus des mouvements anti spécistes et d'autres groupes minoritaires tendent à remettre en cause de nombreuses activités culturelles constitutives de l'identité de notre territoire". Il s'agit donc bien d'exprimer une position **politique** différente de celle exprimée par des **partis politiques** nommément identifiés, et de communiquer par une motion cette position **politique** à des parlementaires membres d'une assemblée pour y soutenir des positions **politiques**. Même si toute action d'une collectivité locale est par nature politique, c'est une chose de mettre en œuvre des choix politiques dans la gestion d'une collectivité au titre d'un mandat reçu du suffrage universel, c'en est une autre d'utiliser les deniers de la collectivité dont on est élu pour financer des actions **partisanes** dans le **débat politique**.

Pour ces raisons, je demande à M. le préfet de l'Hérault de faire le nécessaire pour obtenir, du maire de Vendargues ou du tribunal administratif l'annulation de cette délibération dont je pense avoir démontré l'illégalité.

Merci de me confirmer que vous avez bien pris en compte cette saisine et de me faire savoir la suite que vous comptez y donner.

Cordialement,

Bernard SUZANNE
Contribuable vendarguais

--

Bernard F. SUZANNE (bernard.suzanne@polytechnique.org)

Vendargues infos: <http://vendargues.infos.free.fr/>

Platon et ses dialogues: <http://plato-dialogues.org/>

— Pièces jointes : —

2023-02-08_deliberation_01-2023.pdf

186 Ko

2023-02-08_deliberation_01-2023_dossier_demande_subvention.pdf

2,8 Mo